L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ÉTAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 10 FEVRIER 1851.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE.
No. 33, rue de Chartres.

JOURNAL OFFICIEL de l'Etat, du Conseil-Général, du Conseil de la Première Municipalité, et de la Commission de Liquidation.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 10 FEVRIER.

AVIS JUDICIAIRES.

No. 234.—*ACTE*—Relatif à la publication des avis dans la paroisse d'Orléans.

SECTION 1re—*Il est décrété, &c.*—Qu'à dater de présent janvier mil huit cent cinquante et un, tous les avis qui seront publiés dans la paroisse d'Orléans en vertu d'aucune loi, ordre de Cour ou ordonnance de la municipalité, devront être en français et en anglais, pour le nombre de fois et pendant le temps voulu par les lois existantes, dans un ou plusieurs journaux, le choix duquel appartiendra au défendeur dans un cas de saisie et vente, et aux parties intéressées dans les autres cas, au shérif ou tout autre officier, sous la surveillance du défendeur ou les autres parties intéressées manquerontils négligeront de faire leur propre choix. Bien entendu que tous les avis en français seront insérés dans un journal qui se publie en anglais et en français.

SECTION 2ME—*Il est de plus décrété, &c.*—Que toutes lois ou parties de lois contraires au présent acte soient et demeurent abrogées.

Approuvé 20 mars 1850.

JOSEPH WALKER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

☞ Pour les avis judiciaires, voir la seconde page.

RECENSEMENT DE LA PREMIERE MUNICIPALITÉ.

La loi du 29 janvier 1847 ordonne aux différentes Municipalités de procéder tous les quatre ans, au recensement de la population et des électeurs, afin de fixer la base numérique de la représentation municipale dans les Conseils. Les commissaires nommés pour faire le recensement de la Première Municipalité sont MM. F. Correjolles, B. Garrity et L. Castera fils. Ils ont terminé cette tâche et soumettront probablement leur rapport ce soir au Conseil. On sait que les aldermen ne peuvent prendre légalement aucune mesure après le second lundi de février s'ils n'ont fixé préalablement le chiffre de la représentation municipale.

Voici le résultat du recensement pratiqué par MM. Correjolles, Garrity et Castera, comparé à celui de 1847:

Recensement de 1847.

	Votans.	*Habitans.*
1er ward	676	4,246
2e "	522	3,061
3e "	240	2,010
4e "	398	5,361
5e "	353	5,309
6e "	463	6,250
7e "	233	4,796
Total	2,885	32,122

Recensement de 1851.

1er ward	774	6,205
2e "	441	4,195
3e "	363	2,338
4e "	580	6,191
5e "	565	7,915
6e "	841	8,993
7e "	373	4,036
Total	3,945	41,669

Nous avons tout lieu de croire ces chiffres exacts, car ils coïncident d'une manière remarquable avec ceux du recensement fédéral. Il n'y a entre les tableaux des commissaires municipaux et ceux des députés-*marshalls* qu'une différence de quelques centaines de voix.

La population de la 1re municipalité a augmenté en quatre ans d'environ 29 1/2 pour cent. Il y a eu en outre dans les limites de l'ancienne ville 9,548 habitans de plus qu'en 1847. L'augmentation des votans dans la même période a été de 1,260, soit d'en viron 47 pour cent. En 1847, le 1er ward était celui qui possédait le plus grand nombre de votans, et le 6e celui qui avait la plus forte population. Aujourd'hui ce dernier ward est non seulement le plus populeux, mais celui qui compte le plus grand nombre d'électeurs.

On peut voir par les chiffres que nous citons plus haut que la proportion des votans à la population est de 1 à 10. Mais cette proportion, partout ou existe le suffrage universel, est d'environ 1 à 5. Si elle est plus faible dans la 1re municipalité il faut en attribuer ce fait au nombre considérable d'étrangers qui y résident et qui ne se faisant pas naturaliser ne peuvent prendre part au scrutin à l'époque des élections.

Nous apprenons que le recensement de la 2e municipalité est presque terminé et qu'il sera connu dans quelques jours au Conseil de cette partie de la ville. Les commissaires de la 3e municipalité ne sont les plus arriérés, mais ils ne peuvent tarder à compléter leurs tableaux.

PREMIER CONCERT DE JENNY LIND.

Le premier concert de Jenny Lind aura lieu ce soir au théâtre St Charles. La recette sera énorme si on en juger par le prix qu'ont commandé les quinze cents places vendues samedi aux enchères par MM. Sykes & Hyde. On trouvera dans une autre partie de nos colonnes le programme de la soirée. La fête ne saurait manquer d'être brillante, car à côté de Jenny Lind, nous voyons figurer un artiste non moins connu et non moins aimé, le chevalier Gottschalk, qui tiendra aussi un rang distingué, celui de Belletti, Bosquin, M. Joseph Burke, qui dirigera l'orchestre, est également un musicien d'un grand mérite.

Les ouvreuses que doit chanter Jenny Lind ont été choisies de manière à faire ressortir les différentes qualités de sa voix. Elle commencera par l'adiette de la Sonnambule *Come per me sereno*, puis elle chantera successivement le duo *Per piacer alla signora* (du *Turco in Italia*), le morceau de la Flûte Enchantée *Non paventar*, le trio du Campagne de Silesie, et le Chant du Patre connu sous le nom de Chant des Echos. Ce dernier morceau est une mélodie suédoise ou alpestre, une sorte de ventriloquie, se répond à elle-même et parvient à imiter l'écho avec une étonnante fidélité.

THÉATRE D'ORLÉANS.

La première représentation des *Foscari* devait avoir lieu jeudi; mais depuis samedi l'administration a reçu un si grand nombre de demandes de loges pour la *Norma* et le *Prophète*, qu'elle a dû céder aux instances générales et changer son tableau de semaine. Ainsi mardi on jouera NORMA et jeudi le PROPHÈTE. Annoncer un semblable spectacle serait, en temps ordinaire, certitude de fructueuses recettes; qu'on songe à la foule qui assiégera le théâtre puisque c'est réellement sur *demande du public* qu'auront lieu ces deux magnifiques représentations. Avis aux amateurs.

Les journaux de samedi soir et d'hier matin ont déjà parlé de la vente aux enchères des billets pour le premier concert de Jenny Lind. MM. Sykes, Hyde & Co, encanteurs, y ont dépoyé une grande habileté. Le total des adjudications s'élève au chiffre fort respectable de *cinq mille piastres*. La place d'honneur a été l'objet d'une lutte extrêmement vive entre les admirateurs enthousiastes de la *diva*, et quelques uns de nos industriels les plus huppés. La victoire, comme on le pense bien, est enfin restée à M. D'Arcy, chapelier, qui a payé la place $240. C'est une bagatelle. Mais Genin, le célèbre Genin, à New York, a maintenant un rival et il n'en dormira plus. Les arts utiles seront désormais les frères dévoués des beaux arts; la chapellerie tend la main au chant et, en guise de chapeau, pose sur la tête des prêtresses de l'art des couronnes qui pour n'être pas de feuilles de chaîne n'en ont pas moins leur valeur. Des billets de banque placés symétriquement à la suite les uns des autres ne font-ils pas de fort élegantes guirlandes!

Les places des premières, du parquet et de l'orchestre ont rapporté de $3 50 à $25 de prime. Celles du parterre ont été vendues à raison de $2 en sus du prix fixé d'avance par l'agent de M. Barnum. Les galeries ont été prises en bloc par un spéculateur.

Il a été reçu à la poste une somme de $100 75 qui a été remise au maire.

ETRANGERS.—On calcule que la présence de Jenny Lind à la Nlle-Orléans a attiré dans notre ville plus de vingt mille étrangers arrivés de la campagne et des Etats voisins. Un journaliste que nous avons sous les yeux estime à huit que nous avons sous les yeux estime à cent pour cent les dépenses que fera chacun d'eux d'eux parmi nous, ce qui jettera dans la circulation au surcroit de *deux millions*. Voilà le bénéfice, sans ne sera-t-il pas absorbé par les recettes du rossignol suédois!

EUROPE.—Nos journaux français apportés par l'*Arctic*, ne nous sont pas encore parvenus. Nous avons dû par conséquent puiser à une autre source les quelques brides de nouvelles que l'on trouvera plus loin. Nous serons peut-être plus heureux aujourd'hui.

SOIRÉE LITTERAIRE.—La soirée littéraire donnée par les élèves de l'Ecole supérieure de la rue de l'Esplanade a été fort brillante. Un grand nombre d'invités se pressaient dans les salons et ont paru prendre un vif plaisir aux exercices engagés dans le programme. Les jeunes élèves chargés de rendre quelques uns des rôles difficiles de l'ancien théâtre français se sont acquittés à merveille de cette tâche difficile et ont provoqué à diverses reprises les applaudissemens du public. Un bal charmant a terminé la soirée qui restera longtemps dans les souvenirs de ceux qui y ont assisté.

NAUFRAGE.—Le steamer *America*, allant de Philadelphie à Mobile, a été assailli par une tempête à la hauteur du cap Hatteras, et ayant essuyé de graves avaries a dû s'approcher de la côte et jeter l'ancre par sept brasses d'eau. Il n'a pu cependant résister à la violence de l'ouragan et il a été entraîné sur des hauts-fonds. L'équipage s'est sauvé dans la chaloupe.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Séance du 4 janvier.

EXPLICATIONS DU GÉNÉRAL CHANGARNIER.

M. le Président—Voici la demande d'interpellation qui a été déposée par M. Napoléon Bonaparte. (Nouveau mouvement.)

"Je demande à interpeller M. le ministre de la guerre sur les instructions données par M. le général Changarnier aux troupes sous ses ordres, et publiées dernièrement."

A quel moment l'Assemblée veut-elle fixer les interpellations?

Voix nombreuses—Tout de suite! tout de suite!

M. le général Schramm, ministre de la guerre, demande l'ajournement à un des jours de la semaine prochaine. (Vifs murmures à droite.)

Voix nombreuses—Tout de suite! tout de suite!

Quelques voix—A six mois!

M. Baroche, *ministre de l'intérieur*—Je prie l'Assemblée de remarquer que M. le ministre de la guerre a demandé que les interpellations n'eussent pas lieu immédiatement, et qu'elles fussent remises à un des jours de la semaine prochaine.

A droite—Non! non! tout de suite!

M. Baroche—Il faut au moins que M. le ministre de la guerre ait le temps de savoir ce dont il s'agit. (Rumeurs.)

Plusieurs voix—A trois mois!

M. le Président—Si on demande sérieusement la remise à trois mois, je mettrai ce délai aux voix.

L'ajournement à trois mois n'est pas prononcée.

L'Assemblée repousse également par deux votes successifs le renvoi à lundi et à demain.

M. le Président—Les interpellations auront lieu de suite.

La parole est à M. Napoleon Bonaparte.

M. Napoléon Bonaparte—Je n'entrerai pas dans de longs développemens. J'ai lu dans un journal semi-officiel, qui reçoit souvent des "communiques," un article qui m'a profondément peiné comme Français et comme membre de cette Assemblée.

Si cet article avait été signé Radetzki ou Windischgrætz, je le comprendrais. (Agitation—Très bien! à gauche.)

Voici cet article:

"M. Dupin nous en sommes convaincus, lorsqu'il donnait à M. Baze l'ordre inconstitutionnel dont nous avons parlé hier, le texte, en chargeant l'irrascible questeur d'aller arrêcher M. Mauguin au palais de Cluny, ne savait pas quelle obstacles l'exécution de sa volonté pouvait rencontrer.

"Et cordre restera comme une atteinte grave portée par le pouvoir général de la cour de cassation à l'autorité de la justice."

M. le Président—Par le président de l'Assemblée nationale, à la bonne heure. (Très bien!)

M. Napoléon Bonaparte, continuant—Il pouvait devenir le signal d'un conflit terrible. M. Baze, en effet, s'appuyant sur les instructions de M. Dupin, menaçait le greffier de requerir un bataillon pour faire enfoncer les portes de la prison.

"Le greffier a cédé à l'intimidation; mais, s'il eût résisté, que serait-il advenu? On va juger de la gravité de la situation que la résistance à l'agression de ce greffier pouvait créer, grace à l'ordre de M. Dupin et à la menace de M. Baze, par les cinq articles suivans, que nous extrayons d'une instruction générale et permanente, donnée par M. le commandant en chef de l'armée de Paris, instruction qui en contient vingt-six:

"1—Nobtempérer à aucune réquisition, qu'après en avoir reçu l'ordre du lieutenant-général.

"2—Ne pas écouter les représentans;

"4—Fusiller à l'instant les traîtres;

"20—Tout ordre qui ne provient pas du général en chef ou chef d'état-major; Rejeter les conseils donnés par tout officier étranger ou commandant des troupes engagées;—il n'y a d'exécution que les ordres du général en chef et de ses agens réguliers.

"21—Toute réquisition, nomination ou demande d'un fonctionnaire civil, judiciaire ou politique, sera rigoureusement repoussée."

Nous garantissons l'authenticité de ces cinq articles que nous publions à raison de leur rapport direct avec le fait de l'enlèvement de M. Maugin, accompli en vertu d'un ordre de M. Dupin et d'une nomination de M. Baze.

Ces articles sous les yeux, chacun peut apprécier ce qui pouvait arriver si le greffier de la prison de Cluchy eût refusé d'élargir M. Mauguin.

(Cette lecture est fréquemment interrompue par les bancs de la droite.)

J'espernis trouver au *Moniteur* un démenti de ces étranges instructions. Pour la moindre chose, pour la plus simple nouvelle, *Monit* ur est le mode de communication avec le public; il est très bavard pour les choses insignifiantes. J'espernis que ces instructions n'étaient pas vraies; mais en face du silence du journal officiel, le cri de mon devoir de les porter à la tribune.

L'orateur examine les instructions, et fait ressortir tout ce qu'elles auraient d'inconstitutionnel, et quel danger aurait exposée l'Assemblée nationale, et les commandans y obéissaient aveuglement, au mepris de l'art. 32 de la Constitution, qui donne à l'Assemblée le droit de disposer des troupes.

M. le Président—Et cette force ne lui fera pas défaut. (Très bien! très bien!)

M. Napoléon Bonaparte—N'attribuez pas un esprit d'opposition les paroles que je prononce en ce moment. Je ne suis pas le journaliste que j'ai combattu tout à l'heure. Comme représentant du peuple, comme soldat, je ne veux pas que l'on puisse dire que j'ai gardé le silence sur des faits qui me paraissent d'une haute gravité.

Rien de nouveau de Dreade. M. de Monteuffel s'y est rendu le 2 janvier, mais pour quelques heures seulement. Le roi de Prusse se préparait à y aller à son tour, sur une invitation formelle apportée le 1er janvier par le prince de Lichtenstein, aide-de-camp de l'empereur d'Autriche. De l'entrevue des deux souverains sortiront, sans doute, les bases définitives de la politique austro-prussienne.

Pendant ce temps, les commissaires fédéraux, le comte Metaxdorff Fouilly et le général de Thumen, sont arrivés à Rendsbourg. La lieutenance-générale des Duchés leur a désigné la journée du 6 pour la conférence qu'ils demandaient par leurs correspondances lancent peu d'espoir d'un arrangement amiable, et font entrevoir la nécessité d'une intervention.

"Les commissaires accréditent à la lieutenance-générale un délai de trois jours. Le corps d'armée prussien n'est mis en mouvement. Les dispositions de l'armée holsteinoise, rendront impossible à la lieutenance-générale l'accomplissement des exigences posées par les commissaires.

"L'Autriche comme la Prusse, est décidée à s'en tenir à la résolution de la diète de 1846. Quant à la pacification, le 1er Danemark, à ce qu'on dit aujourd'hui, la proclamation du 14 juillet; demande que la lieutenance-générale abdique immédiatement; mais les gouvernements d'Autriche et de Prusse veulent qu'elle reste en fonctions, jusqu'à ce qu'aient été prises les mesures nécessaires pour la pacification."

Pour le moment donc, la reaction est partout à l'ordre du jour. Mais pour montrer l'effet que produisent sur ses esprits les triomphes de la politique autrichienne et les résultats qu'on doit en attendre en dernier ressort, il suffit de citer les paroles suivantes, empruntées à l'organe le plus modéré du parti libéral, à la *Gazette de Cologne*:

"Tout ce que la force brutale restaure en ce moment en Allemagne, ne présente pas l'ombre d'une autorité *morale*, on ne tolère pour un temps plus ou moins long et ne l'accepte aux sacrifices que s'élèvent une telle absolument comme devant un homme qui, tombé entre les mains d'un chef de brigands, se résigne jusqu'à ce qu'il puisse s'échapper ou prendre sa revanche, mais en fin de compte, dans un monde moral, le droit demeure toujours le droit!"

ITALIE.

DÉSORDRES A GÊNES.

Les journaux de Gênes, du 2 janvier, parlent de troubles assez graves qui ont éclaté la veille dans cette ville, et qui ont commencé par des injures adressées par quelques *gamins* aux officiers piémontais qui buvaient dans un cabaret. Les railleries qui suivirent voulut chatier leurs agresseurs, les invitèrent à sortir; mais ils furent accueillis par une foule nombreuse. Il s'en suivit un engagement qui fut très difficilement réprimé par la garde en ordre.

Dans la séance de la chambre des députés de Turin, du 3, M. Asproni a adressé au ministère des interpellations sur les troubles de Gênes. Le ministre de l'intérieur a immédiatement répondu que l'ordre n'avait pas été sérieusement troublé par cette affaire qui n'avait aucun caractère politique.

ESPAGNE.

Encore une crise ministérielle d'un jour. Les journaux de Madrid du 2 annoncent que, la veille, le général Navarez et ses collègues ont donné leur démission. La reine a refusé de l'accepter, et il paraît que les ministres comptent à garder leur portefeuille. On dit que le général Navarez et ses collègues ont fait cette démarche à la suite de quelque mesquinelligence avec la reine-mère.

LE PROCÉDÉ MELSENS.

On se rappelle, dit la *Patrie* de Paris, que le procédé Melsens a fait grand bruit, il y a environ un an, avec assez de bruit. Les uns désiraient, les autres craignaient qu'il n'amenât une révolution complète dans l'art d'extraire le sucre; et au nom d'une bonne mémoire, il n'est pas à la redaction seul à la craindre au retard mis à la redaction et à la présentation du projet de loi sur les sucres, ainsi qu'au dommage qu'en a éprouvé l'industrie. Car ce n'est pas sans perte que cette question, qui touche à tant d'intérêts, est en suspens depuis si longtemps.

Eh bien! ce procédé, dont le succès est d'ailleurs desirable, parce que tout progrès en industrie produit toujours par soi-même d'avantageux résultats, n'est pas aussi infaillible qu'on l'avait espéré. Son auteur même a été obligé de le reconnaître. Il a été expérimenté pour ainsi dire officiellement à la Guadeloupe, et une commission nommée par le gouvernement de cette colonie conclut à son abandon.

D'après le rapport de cette commission, il résulte en effet, des experiences, que le bi-sulfite de chaux, sur l'emploi duquel est base le procédé de Melsens, n'a pas la puissance que les propriétés sur lesquelles on avait pu compter dans le laboratoire. La faculté de décoloration est annihilée par la nécessité d'employer le bi-sulfite à petite dose, et la chaux à haute dose. En second lieu, la fermentation et la proportion du sucre incristallisable sont inférieurs aux résultats généralement obtenus sur les habitations de la Guadeloupe.

Ces expériences, il est vrai, ont constaté que le bi-sulfite de chaux a bien réellement la propriété de ralentir la fermentation du jus; mais la commission ajoute que tout le monde sait qu'en poussant promptement le vapeur à une température du centigrade ou soixante degrés centigrades, et en donant convenablement la chaux, il est facile d'éviter la fermentation.

CONSEIL GENERAL

DE LA VILLE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

Séance spéciale de jeudi, 6 février 1851.

Le Conseil s'est réuni ce jour à la requête du Maire.

M. Cucullu est appelé au fauteuil.

L'appel nominal constate la présence de tous les membres.

Sur motion de M. Allan, le Conseil procède à l'élection d'un président. Sur 11 votans, M. Cucullu est élu par 7 et M. Canon perdue. M. Cucullu est conséquemment déclaré dument élu.

Sur motion, le Conseil décide que le procès-verbal de la dernière séance ne sera pas lu et autorise le président à le signer.

Sur motion de M. Waterman, un comité de trois membres est nommé pour examiner les titres de M. B. B. Lee, élu membre de la 2e municipalité en remplacement pe M. Jarvis, décédé. Le président désigne MM. Waterman, Benvenu et De Feriet pour former ce comité.

Le comité s'étant retiré reuire quelques instans après et présente le rapport suivant, qui est adopté à l'unanimité:

Le comité nommé pour examiner les titres de B. B. Lee, membre élu de la seconde municipalité, annonce qu'il est pleinement qualifié pour occuper son siége dans ce Conseil.

Nlle-Orléans, 6 février 1851.

Signé CHARLES M. WATERMAN, Rapporteur.
A. E. BENVENU,
G. de FERIET.

Le message suivant du Maire est lu ainsi que les communications qu'il renferme:

MAIRIE DE LA NLLE-ORLÉANS, 1er février 1851.

Au président et aux membres du Conseil-Général de la ville de la Nlle-Orléans.

MESSIEURS—Je vous ai fait convoquer pour vous prier de prendre en considération le cas qui va se présenter à la Cour, et plus particulièrement cette partie qui a rapport à la saisie de 500 actions de la Banque du Commerce, dont vous êtes les actionnaires de la ville de la Nlle Orléans. C'est à une affaire importante et qui s'adresse aux intérêts particuliers, et l'occasion, à cet égard, se présentera bientôt.

"Le budget, la perception et l'emploi des impôts non votés, la législation de la police, la dépêche circulaire du prince de Schwartzenberg du 7 décembre, l'envoi de troupes dans les duchés, l'abandon complet de la cocarde allemande par les soldats, tout cela a déjà fait l'objet des discussions dans les réunions des députés et l'on se propose d'en parler dans la chambre.

"Le comte Schwerin a été réélu président de la deuxième chambre, et M. Simson, vice-président.

Rien de nouveau de Dreade. M. de Monteuffel s'y est rendu le 2 janvier, mais pour quelques heures seulement. Le roi de Prusse se préparait à y aller à son tour, sur une invitation formelle apportée le 1er janvier par le prince de Lichtenstein, aide-de-camp de l'empereur d'Autriche. De l'entrevue des deux souverains sortiront, sans doute, les bases définitives de la politique austro-prussienne.

Pendant ce temps, les commissaires fédéraux, le comte Metaxdorff Fouilly et le général de Thumen, sont arrivés à Rendsbourg. La lieutenance-générale des Duchés leur a désigné la journée du 6 pour la conférence qu'ils demandaient par leurs correspondances lancent peu d'espoir d'un arrangement amiable, et font entrevoir la nécessité d'une intervention.

"Les commissaires accréditent à la lieutenance-générale un délai de trois jours. Le corps d'armée prussien n'est mis en mouvement. Les dispositions de l'armee holsteinoise, rendront impossible à la lieutenance-générale l'accomplissement des exigences posées par les commissaires.

"L'Autriche comme la Prusse, est décidée à s'en tenir à la résolution de la diète de 1846. Quant à la pacification, le 1er Danemark, à ce qu'on dit aujourd'hui, la proclamation du 14 juillet; demande que la lieutenance-générale abdique immédiatement; mais les gouvernements d'Autriche et de Prusse veulent qu'elle reste en fonctions, jusqu'à ce qu'aient été prises les mesures nécessaires pour la pacification."

Pour le moment donc, la reaction est partout à l'ordre du jour. Mais pour montrer l'effet que produisent sur ses esprits les triomphes de la politique autrichienne et les résultats qu'on doit en attendre en dernier ressort, il suffit de citer les paroles suivantes, empruntées à l'organe le plus modéré du parti libéral, à la *Gazette de Cologne*:

"Tout ce que la force brutale restaure en ce moment en Allemagne, ne présente pas l'ombre d'une autorité *morale*, on ne tolère pour un temps plus ou moins long et ne l'accepte aux sacrifices que s'élèvent une telle absolument comme devant un homme qui, tombé entre les mains d'un chef de brigands, se résigne jusqu'à ce qu'il puisse s'échapper ou prendre sa revanche, mais en fin de compte, dans un monde moral, le droit demeure toujours le droit!"

ITALIE.

DÉSORDRES A GÊNES.

Les journaux de Gênes, du 2 janvier, parlent de troubles assez graves qui ont éclaté la veille dans cette ville, et qui ont commencé par des injures adressées par quelques *gamins* aux officiers piémontais qui buvaient dans un cabaret. Les railleries qui suivirent voulut chatier leurs agresseurs, les invitèrent à sortir; mais ils furent accueillis par une foule nombreuse. Il s'en suivit un engagement qui fut très difficilement réprimé par la garde en ordre.

Dans la séance de la chambre des députés de Turin, du 3, M. Asproni a adressé au ministère des interpellations sur les troubles de Gênes. Le ministre de l'intérieur a immédiatement répondu que l'ordre n'avait pas été sérieusement troublé par cette affaire qui n'avait aucun caractère politique.

ESPAGNE.

Encore une crise ministérielle d'un jour. Les journaux de Madrid du 2 annoncent que, la veille, le général Navarez et ses collègues ont donné leur démission. La reine a refusé de l'accepter, et il paraît que les ministres comptent à garder leur portefeuille. On dit que le général Navarez et ses collègues ont fait cette démarche à la suite de quelque mesquinelligence avec la reine-mère.

LE PROCÉDÉ MELSENS.

On se rappelle, dit la *Patrie* de Paris, que le procédé Melsens a fait grand bruit, il y a environ un an, avec assez de bruit. Les uns désiraient, les autres craignaient qu'il n'amenât une révolution complète dans l'art d'extraire le sucre; et au nom d'une bonne mémoire, il n'est pas à la redaction seul à la craindre au retard mis à la redaction et à la présentation du projet de loi sur les sucres, ainsi qu'au dommage qu'en a éprouvé l'industrie. Car ce n'est pas sans perte que cette question, qui touche à tant d'intérêts, est en suspens depuis si longtemps.

Eh bien! ce procédé, dont le succès est d'ailleurs desirable, parce que tout progrès en industrie produit toujours par soi-même d'avantageux résultats, n'est pas aussi infaillible qu'on l'avait espéré. Son auteur même a été obligé de le reconnaître. Il a été expérimenté pour ainsi dire officiellement à la Guadeloupe, et une commission nommée par le gouvernement de cette colonie conclut à son abandon.

D'après le rapport de cette commission, il résulte en effet, des experiences, que le bi-sulfite de chaux, sur l'emploi duquel est base le procédé de Melsens, n'a pas la puissance que les propriétés sur lesquelles on avait pu compter dans le laboratoire. La faculté de décoloration est annihilée par la nécessité d'employer le bi-sulfite à petite dose, et la chaux à haute dose. En second lieu, la fermentation et la proportion du sucre incristallisable sont inférieurs aux résultats généralement obtenus sur les habitations de la Guadeloupe.

Ces expériences, il est vrai, ont constaté que le bi-sulfite de chaux a bien réellement la propriété de ralentir la fermentation du jus; mais la commission ajoute que tout le monde sait qu'en poussant promptement le vapeur à une température du centigrade ou soixante degrés centigrades, et en donant convenablement la chaux, il est facile d'éviter la fermentation.

CONSEIL GENERAL

DE LA VILLE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

Séance spéciale de jeudi, 6 février 1851.

Le Conseil s'est réuni ce jour à la requête du Maire.

M. Cucullu est appelé au fauteuil.

L'appel nominal constate la présence de tous les membres.

Sur motion de M. Allan, le Conseil procède à l'élection d'un président. Sur 11 votans, M. Cucullu est élu par 7 et M. Canon perdue. M. Cucullu est conséquemment déclaré dument élu.

Sur motion, le Conseil décide que le procès-verbal de la dernière séance ne sera pas lu et autorisé le président à le signer.

Sur motion de M. Waterman, un comité de trois membres est nommé pour examiner les titres de M. B. B. Lee, élu membre de la 2e municipalité en remplacement pe M. Jarvis, décédé. Le président désigne MM. Waterman, Benvenu et De Feriet pour former ce comité.

Le comité s'étant retiré reuire quelques instans après et présente le rapport suivant, qui est adopté à l'unanimité:

Le comité nommé pour examiner les titres de B. B. Lee, membre élu de la seconde municipalité, annonce qu'il est pleinement qualifié pour occuper son siége dans ce Conseil.

Nlle-Orléans, 6 février 1851.

Signé CHARLES M. WATERMAN, Rapporteur.
A. E. BENVENU,
G. de FERIET.

Le message suivant du Maire est lu ainsi que les communications qu'il renferme:

MAIRIE DE LA NLLE-ORLÉANS, 1er février 1851.

Au président et aux membres du Conseil-Général de la ville de la Nlle-Orléans.

MESSIEURS—Je vous ai fait convoquer aujourd'hui pour vous prier de prendre en considération le cas qui va se présenter à la Cour, et plus particulièrement cette partie qui a rapport à la saisie de 500 actions de la Banque du Commerce, dont vous êtes les actionnaires de la ville de la Nlle Orléans. C'est à une affaire importante et qui s'adresse aux intérêts particuliers, et l'occasion, à cet égard, se présentera bientôt.

"Le budget, la perception et l'emploi des impôts non votés, la législation de la police, la dépêche circulaire du prince de Schwartzenberg du 7 décembre, l'envoi de troupes dans les duchés, l'abandon complet de la cocarde allemande par les soldats, tout cela a déjà fait l'objet des discussions dans les réunions des députés et l'on se propose d'en parler dans la chambre.

"Le comte Schwerin a été réélu président de la deuxième chambre, et M. Simson, vice-président.

Rien de nouveau de Dreade. M. de Monteuffel s'y est rendu le 2 janvier, mais pour quelques heures seulement. Le roi de Prusse se préparait à y aller à son tour, sur une invitation formelle apportée le 1er janvier par le prince de Lichtenstein, aide-de-camp de l'empereur d'Autriche. De l'entrevue des deux souverains sortiront, sans doute, les bases définitives de la politique austro-prussienne.

Pendant ce temps, les commissaires fédéraux, le comte Metaxdorff Fouilly et le général de Thumen, sont arrivés à Rendsbourg. La lieutenance-générale des Duchés leur a désigné la journée du 6 pour la conférence qu'ils demandaient par leurs correspondances lancent peu d'espoir d'un arrangement amiable, et font entrevoir la nécessité d'une intervention.

"Les commissaires accréditent à la lieutenance-générale un délai de trois jours. Le corps d'armée prussien n'est mis en mouvement. Les dispositions de l'armee holsteinoise, rendront impossible à la lieutenance-générale l'accomplissement des exigences posées par les commissaires.

"L'Autriche comme la Prusse, est décidée à s'en tenir à la résolution de la diète de 1846. Quant à la pacification, le 1er Danemark, à ce qu'on dit aujourd'hui, la proclamation du 14 juillet; demande que la lieutenance-générale abdique immédiatement; mais les gouvernements d'Autriche et de Prusse veulent qu'elle reste en fonctions, jusqu'à ce qu'aient été prises les mesures nécessaires pour la pacification."

Pour le moment donc, la reaction est partout à l'ordre du jour. Mais pour montrer l'effet que produisent sur ses esprits les triomphes de la politique autrichienne et les résultats qu'on doit en attendre en dernier ressort, il suffit de citer les paroles suivantes, empruntées à l'organe le plus modéré du parti libéral, à la *Gazette de Cologne*:

"Tout ce que la force brutale restaure en ce moment en Allemagne, ne présente pas l'ombre d'une autorité *morale*, on ne tolère pour un temps plus ou moins long et ne l'accepte aux sacrifices que s'élèvent une telle absolument comme devant un homme qui, tombé entre les mains d'un chef de brigands, se résigne jusqu'à ce qu'il puisse s'échapper ou prendre sa revanche, mais en fin de compte, dans un monde moral, le droit demeure toujours le droit!"

ITALIE.

DÉSORDRES A GÊNES.

Les journaux de Gênes, du 2 janvier, parlent de troubles assez graves qui ont éclaté la veille dans cette ville, et qui ont commencé par des injures adressées par quelques *gamins* aux officiers piémontais qui buvaient dans un cabaret. Les railleries qui suivirent voulut chatier leurs agresseurs, les invitèrent à sortir; mais ils furent accueillis par une foule nombreuse. Il s'en suivit un engagement qui fut très difficilement réprimé par la garde en ordre.

Dans la séance de la chambre des députés de Turin, du 3, M. Asproni a adressé au ministère des interpellations sur les troubles de Gênes. Le ministre de l'intérieur a immédiatement répondu que l'ordre n'avait pas été sérieusement troublé par cette affaire qui n'avait aucun caractère politique.

ESPAGNE.

Encore une crise ministérielle d'un jour. Les journaux de Madrid du 2 annoncent que, la veille, le général Navarez et ses collègues ont donné leur démission. La reine a refusé de l'accepter, et il paraît que les ministres comptent à garder leur portefeuille. On dit que le général Navarez et ses collègues ont fait cette démarche à la suite de quelque mesquinelligence avec la reine-mère.

LE PROCÉDÉ MELSENS.

On se rappelle, dit la *Patrie* de Paris, que le procédé Melsens a fait grand bruit, il y a environ un an, avec assez de bruit. Les uns désiraient, les autres craignaient qu'il n'amenât une révolution complète dans l'art d'extraire le sucre; et au nom d'une bonne mémoire, il n'est pas à la redaction seul à la craindre au retard mis à la redaction et à la présentation du projet de loi sur les sucres, ainsi qu'au dommage qu'en a éprouvé l'industrie. Car ce n'est pas sans perte que cette question, qui touche à tant d'intérêts, est en suspens depuis si longtemps.

Eh bien! ce procédé, dont le succès est d'ailleurs desirable, parce que tout progrès en industrie produit toujours par soi-même d'avantageux résultats, n'est pas aussi infaillible qu'on l'avait espéré. Son auteur même a été obligé de le reconnaître. Il a été expérimenté pour ainsi dire officiellement à la Guadeloupe, et une commission nommée par le gouvernement de cette colonie conclut à son abandon.

D'après le rapport de cette commission, il résulte en effet, des experiences, que le bi-sulfite de chaux, sur l'emploi duquel est base le procédé de Melsens, n'a pas la puissance que les propriétés sur lesquelles on avait pu compter dans le laboratoire. La faculté de décoloration est annihilée par la nécessité d'employer le bi-sulfite à petite dose, et la chaux à haute dose. En second lieu, la fermentation et la proportion du sucre incristallisable sont inférieurs aux résultats généralement obtenus sur les habitations de la Guadeloupe.

Ces expériences, il est vrai, ont constaté que le bi-sulfite de chaux a bien réellement la propriété de ralentir la fermentation du jus; mais la commission ajoute que tout le monde sait qu'en poussant promptement le vapeur à une température du centigrade ou soixante degrés centigrades, et en donant convenablement la chaux, il est facile d'éviter la fermentation.

CONSEIL GENERAL

DE LA VILLE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

Séance spéciale de jeudi, 6 février 1851.

Le Conseil s'est réuni ce jour à la requête du Maire.

M. Cucullu est appelé au fauteuil.

L'appel nominal constate la présence de tous les membres.

Sur motion de M. Allan, le Conseil procède à l'élection d'un président. Sur 11 votans, M. Cucullu est élu par 7 et M. Canon perdue. M. Cucullu est conséquemment déclaré dument élu.

Sur motion, le Conseil décide que le procès-verbal de la dernière séance ne sera pas lu et autorisé le président à le signer.

Sur motion de M. Waterman, un comité de trois membres est nommé pour examiner les titres de M. B. B. Lee, élu membre de la 2e municipalité en remplacement pe M. Jarvis, décédé. Le président désigne MM. Waterman, Benvenu et De Feriet pour former ce comité.

Le comité s'étant retiré reuire quelques instans après et présente le rapport suivant, qui est adopté à l'unanimité:

Le comité nommé pour examiner les titres de B. B. Lee, membre élu de la seconde municipalité, annonce qu'il est pleinement qualifié pour occuper son siége dans ce Conseil.

Nlle-Orléans, 6 février 1851.

Signé CHARLES M. WATERMAN, Rapporteur.
A. E. BENVENU,
G. de FERIET.

Le message suivant du Maire est lu ainsi que les communications qu'il renferme:

MAIRIE DE LA NLLE-ORLÉANS, 1er février 1851.

Au président et aux membres du Conseil-Général de la ville de la Nlle-Orléans.

MESSIEURS—Je vous ai fait convoquer aujourd'hui pour vous prier de prendre en considération le cas qui va se présenter à la Cour, et plus particulièrement cette partie qui a rapport à la saisie de 500 actions de la Banque du Commerce, dont vous êtes les actionnaires de la ville de la Nlle Orléans. C'est à une affaire importante et qui s'adresse aux intérêts particuliers, et l'occasion, à cet égard, se présentera bientôt.

"Le budget, la perception et l'emploi des impôts non votés, la législation de la police, la dépêche circulaire du prince de Schwartzenberg du 7 décembre, l'envoi de troupes dans les duchés, l'abandon complet de la cocarde allemande par les soldats, tout cela a déjà fait l'objet des discussions dans les réunions des députés et l'on se propose d'en parler dans la chambre.

"Le comte Schwerin a été réélu président de la deuxième chambre, et M. Simson, vice-président.

Rien de nouveau de Dreade. M. de Monteuffel s'y est rendu le 2 janvier, mais pour quelques heures seulement. Le roi de Prusse se préparait à y aller à son tour, sur une invitation formelle apportée le 1er janvier par le prince de Lichtenstein, aide-de-camp de l'empereur d'Autriche. De l'entr